

Politique | Pierre Moscovici défend "l'Europe progressiste" en Nouvelle-Aquitaine



Dans le cadre d'une tournée des régions et pour montrer que ces dernières sont aussi ambassadrices de la politique européenne, le commissaire européen et ancien ministre des finances Pierre Moscovici a fait étape ce mercredi sur la métropole bordelaise aux côtés du président de la région Nouvelle-Aquitaine, Alain Rousset. Une "fausse campagne" qui fait figure de bilan dans un contexte dans lequel Pierre Moscovici s'est récemment désolidarisé du programme socialiste aux prochaines européennes (et il n'est pas le seul). Liste commune avec les Insoumis ou pas, l'inquiétude est palpable, y compris chez les sympathisants.

Démonstration régionale

A huit mois d'un scrutin aux forts enjeux, le navire socialiste semble plus que jamais en ballottage. Ce mercredi 24 octobre, l'ancien ministre de l'Economie et actuel Commissaire européen (aux affaires économiques et monétaires, à la fiscalité et à l'Union douanière), qui a récemment annoncé dans une interview au Monde se désister d'une potentielle tête de liste aux élections européennes, continue son tour de France des régions. Il était aujourd'hui en visite dans l'agglomération bordelaise aux côtés du président de la région Nouvelle-Aquitaine, Alain Rousset. Au menu du jour, une petite démonstration toute personnelle de ce que l'Europe sait faire pour les régions : visite d'une entreprise, d'un CFA à Blanquefort, d'un institut d'optique et du centre technologique Alphanov. Cette "tournée" s'effectue dans un contexte plus que tendu, au moment où le [budget italien](#) a été rejeté par l'Europe (non sans quelques échanges vifs) et où le scrutin des européennes, à huit mois de l'échéance, montre déjà un Parti Socialiste dispersé.

"On ne s'improvise pas tête de liste"

Ce mercredi, une rumeur tenace prête à [Ségolène Royal](#) le souhait de se lancer dans une liste sans étiquette. La volonté d'une liste commune entre le PS et la France Insoumise semble avoir fracturé plus que de raison un parti déjà affaibli par les dernières présidentielles. Une idée qui, visiblement, ne plaît ni aux plus progressistes ni à la base électorale du parti elle-même. Dans une récente étude de la [fondation Jean Jaurès](#) sur le profil des sympathisants PS, on voit la petite déportation du navire sur la gauche dans un projet accusé de "tourner le dos à

l'Europe libérale accusée d'avoir "conduit à l'austérité, à la libre concurrence sans limite, à la régression sociale et à la rupture avec les peuples". L'idée semble faire un peu grincer, notamment parce que la base de l'électorat est plus modérée. Interrogé sur le sujet lors de son déplacement à Blanquefort, Pierre Moscovici est resté dans les clous de ses précédentes déclarations. "Je me sentais une responsabilité, mais ma famille politique a choisi de développer un programme qui, à mon sens, n'est pas aujourd'hui en phase avec leurs électeurs. L'étude montre qu'ils sont réformistes, modérés, européens, démocrates, sociaux et favorables au libre-échange. Ce n'est pas ce que je lis tous les jours du programme du PS. Quant au choix des personnes, c'est la liberté des dirigeants socialistes de choisir qui ils souhaitent. Je pense qu'on ne s'improvise pas tête de liste. J'avais une disponibilité pour débattre, je ne l'ai plus. Les meilleurs choix consistent quand même à reconnaître parfois ses erreurs et je pense qu'il ne faut pas s'entêter dans une ligne politique qui ne mènera nulle-part et qu'il ne faut pas non plus négliger la nécessité de se mobiliser avec force", a-t-il déclaré en commentant un texte qui, selon lui, "explique que la commission Juncker est le bras armé de la mondialisation libérale".

Des contradictions à prévoir ?

Les socialistes, qui doivent dévoiler leur liste officielle à la mi-novembre, réfléchissent donc à une coalition avec l'extrême gauche. Pour Isabelle Boudineau, vice-présidente du Conseil régional, notamment en charge de l'Europe, le fait que la pilule soit dure à avaler pour le commissaire européen est aisément compréhensible. "Je comprends qu'il ne se sente pas solidaire d'un texte qui se désolidarise d'un certain nombre de propositions qu'il a portées en tant que commissaire et ne propose que des coalitions avec les autres partis de gauche. Le fonctionnement du parlement européen rend ce préalable très difficile parce que, souvent, ce sont des coalitions entre progressistes face aux extrêmes. Ce pré-supposé du PS rend donc les choses très compliquées pour un social-démocrate". Une potentielle alliance, selon cette dernière, pourrait même porter préjudice aux principaux intéressés. "Les coalitions des progressistes face aux extrêmes, ça risque d'être encore plus d'actualité pour la prochaine mandature puisqu'on sait très bien que les prochaines élections vont laisser une place importante aux démagogues et populistes de tous les extrêmes. On se prive de certains progressistes socio-démocrates, mais je pense que le PS va proposer des gens déjà expérimentés comme la présidente actuelle du groupe socialiste au Parlement ou Eric Andrieu qui est un excellent parlementaire. J'ai peur quand même qu'ils soient en contradiction entre ce qu'ils proposent avec ce texte et ce qu'ils seront obligés de faire quand ils seront élus...". Interrogé sur la montée des extrêmes, Pierre Moscovici joue la prose. "Si tous ceux qui bénéficient de l'Europe se battaient avec la même force que ceux qui la détestent, il n'y aurait pas de match. Les pro-européens sont trop timides, ils pensent qu'il y a des acquis et des évidences mais ils manquent de conscience historique. L'Europe est un combat". Un combat dont il devrait suivre l'évolution en coulisses...



Romain Béteille

Crédit Photo : RB

Publié sur aqui.fr le 24/10/2018

[Url de cet article](#)